Cinquante troisième année. - N° 110 A Samedi 8 et dimanche 9 juin 2019

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Premier ministre
Direction de l'information légale et administrative

Standard..... 01-40-58-75-00
Annonces..... 01-40-58-77-56
Accueil commercial 01-40-15-70-10
Télécopie..... 01-40-58-79-14

BODACC « A »

Annonce n° 2325

68 – HAUT-RHIN

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MULHOUSE

Jugement d'ouverture

Rectificatif : BODACC A. *Numéro de parution :* 20190098. *Date de parution :* 22 mai 2019.
Annonce numéro : 2234. Cet avis est annulé et remplacé par le suivant :

Date : 24 avril 2019.
Jugement d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.
832 074 975 RCS Mulhouse.
EDP.
Forme : S.A.S.
Enseigne : Envie de Pain.
Activité : fabrication et vente de pains, viennoiseries, pâtisseries, confiseries, glaces, sandwichs, boissons à emporter, activité de salon de thé, traiteur, commercialisation de contrats de franchises et de partenariats, ainsi que la formation des franchises et partenaires.
Adresse : 2, rue du Chant des Oiseaux, 68440 Habsheim.
Complément de jugement : Jugement d'ouverture de redressement judiciaire avec administrateur judiciaire ayant mission d'assistance. Date de cessation des paiements : 21 avril 2019. Administrateur judiciaire avec mission d'assistance : SELARL AJAssociés prise en la personne de Maître Céline MASCHI, 38 rue Jean Mieg, 68100 Mulhouse, administrateur judiciaire. Mandataire judiciaire au redressement et à la liquidation des entreprises : SELARL MJM FROEHLICH & ASSOCIES prise en la personne de Maître Philippe FROEHLICH, 36 rue Paul Cézanne, Le Trident, 68100 Mulhouse, mandataire judiciaire au redressement et à la liquidation des entreprises. Les déclarations de créances sont à déposer dans les deux mois suivant la présente publication auprès du mandataire judiciaire au redressement et à la liquidation des entreprises. Ce délai est augmenté de deux mois pour les créanciers domiciliés hors de France métropolitaine. N° RG : 19/00105